

Editoria

Changement du 3 août L'économie, parent pauvre de la politique

3 août 2005-3 août 2006. Une année s'est écoulée depuis le changement de régime, et l'avènement du CMJD à la tête de notre pays. Un CMJD qui aura déstabilisé tout autant les idées reçues des mauritaniens, que le régime dont il fut le tombeur.

En mettant fin aux pouvoirs d'un homme qui a dirigé notre pays 21 années (et dont le bilan est loin d'être entièrement négatif), le nouveau Chef d'Etat contrairement à son prédécesseur, a tôt annoncé la couleur : le pouvoir au-delà d'une période transitoire ne l'intéresse pas. Surprise pour les mauritaniens qui s'apprêtaient à s'accommoder bien du nouveau régime, vingt autres années. Prendre le pouvoir pour le garder, c'est du déjà vu. Le prendre, pour le céder relevait jusqu'ici de l'inhabituel.

Je vous quitte nous a dit le Boss, au bout de 24 mois avant de raccourcir ce délai et le ramener à 19 mois. Comme s'il était pressé de nous quitter. Ou comme s'il savait que nous sommes pressés de le voir le faire. Le CMJD qui a choisi de s'appeler «Conseil Militaire» et non «Comité Militaire» n'enverra pas des hommes en kaki diriger les départements ministériels comme du temps des Comités Militaires. Il désignera un gouvernement civil intérimaire. Sous sa houlette, ce gouvernement a travaillé dur l'année écoulée pour l'émergence d'une Mauritanie que nous espérons nouvelle. Première action : la réinstauration de la concorde nationale fortement ébranlée par la chasse aux marabouts et les ambitions putschistes guerrières : c'est l'amnistie et le retour des exilés. Deuxième action d'envergure, le dialogue national sans tabous, avec les journées nationales de concertations. Puis c'est le lancement des grands chantiers des réformes, politiques d'abord, avec les amendements constitutionnels institutionnalisant l'alternance démocratique, la création d'une CENI, l'accès des acteurs politiques aux médias publics mais également les chantiers de la bonne gouvernance et celui de la réforme de la justice. L'action des autorités s'étendra à nos partenaires extérieurs, notamment dans l'exploitation pétrolière avec la dénonciation, puis la révision des avenants litigieux aux contrats de partage de la production pétrolière. Une manière de dire à l'Étranger que les temps ont changé. Une année après le changement du 3 août le bilan politique de la transition est largement positif : décriation totale, plus de langue de bois, plus de sujets tabous, peu de réflexes autoritaires et neutralité de l'exécutif par rapport aux acteurs politiques nationaux. Mais on ne peut pas juger la transition seulement, à l'aune de son bilan politique. L'économie intéresse l'écrasante majorité des mauritaniens et les pères de ménages qui ne font pas la politique et qui à l'instar du CMJD ne sont candidats à rien du tout. Certes le FMI est content, nos chiffres ne sont plus trafiqués, leurs trafiquants ont d'ailleurs le vent en poupe, nous avons adhéré à l'initiative de la transparence des industries extractives, la commission centrale des marchés fait preuve d'un zèle excessif. Mais dans les faits, les prix restent incontrôlables, le kilowatt et l'impulsion téléphonique sont chers, l'eau reste indisponible dans les 60 % des robinets de Nouakchott, les transports restent anarchiques, le prix du logement est inabordable, le fer et le béton sont hors de portée, l'argent ne circule plus, les petites et moyennes entreprises vivent un calvaire les pères de familles déploient un trésor d'ingéniosités pour assurer la pitance quotidienne de leur famille et la détresse se lit sur les visages. Pourtant il y a eu tant de signaux qui ont fait saliver les mauritaniens avec cette manne financière qui s'est abattue sur leur pays : 100 millions de dollars de bonus de Woodside, 50 millions de dollars de recettes d'hydrocarbures, 832 millions de dollars d'allègement de dettes, 100 millions de dollars pour la vente d'une troisième licence GSM et 108 millions de dollars avec le nouvel accord de pêche avec l'Union européenne. Et cela est d'autant plus légitime que mis à part une réalisation de quelques kilomètres de bitume, une campagne d'assainissement de Nouakchott et une hausse des salaires des fonctionnaires de l'Etat (lesquels ne représentent qu'une infime partie du peuple mauritanien), les fruits économiques de la transition ne se sentent pas au niveau des ménages et des petites bourses. Ces fruits-là disons le, tardent à mûrir -ou s'ils l'ont été-, leur cueillette a été confiée -pour le moment- à un cercle restreint. «A quoi servirait la pluie, si elle n'éteint pas la soif ?», s'était demandé un poète ?

Abu Virass El Hamdani dans son célèbre poème et comme pour lui répondre était catégorique dans son célèbre poème concernant cette eau qui n'éteint pas la soif : «Qu'il ne pleuve donc pas, si je dois mourir de soif!» disait-il.

ISSELMOU OULD MOUSTAPHA

1^{er} anniversaire du changement du 03 août

Le renouveau en marche

La Mauritanie a commémoré le 3 août 2006, le 1er anniversaire du changement sans effusion de sang qui a amené au pouvoir le CMJD. Le changement qui a mis fin aux 21 années de pouvoir du président Ould Taya, a reçu une large adhésion, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Aussitôt après l'annonce du programme du CMJD, la formation du gouvernement intérimaire et la proclamation d'amnistie générale, trois grands chantiers ont été lancés à l'issue de journées nationales de concertation ouvertes à l'ensemble des acteurs politiques.

SUITE EN PAGE 3



Devant la prison civile de Nouakchott en septembre 2005 à la proclamation de l'amnistie

Agression israélienne sur le Liban Le Hezbollah remporte une victoire stratégique

Le Cheikh Hassan Nasrallah leader du Hezbollah a déclaré lundi première journée de la trêve avec Israël que la résistance islamique a remporté une victoire stratégique et historique contre Israël. «Nous sommes devant une victoire stratégique et historique, sans aucune exagération», a dit le Cheikh Hassan Nasrallah lors d'une intervention télévisée douze heures après l'entrée en vigueur d'une trêve sous l'égide de l'ONU entre Israël et le Hezbollah. «Nous sommes sortis de la bataille la tête haute, c'est notre ennemi qui est le vaincu.»

Le Cheikh Hassan Nasrallah, a reproché à des dirigeants politiques libanais (inféodés au projet américain d'un pseudo nouveau Moyen orient dont l'Irak ensanglanté en constitue l'illustration) d'avoir commencé à discuter du désarmement du Hezbollah avant un retrait israélien complet du Sud-Liban. «C'est inopportun, sur un plan psychologique autant que moral», a-t-il dit.

SUITE EN PAGE 5



1^{er} OPÉRATEUR
 GSM
 DE MAURITANIE